

Participation de tiers dans le financement de programmes d'investissements de renforcement pour l'insertion du biométhane dans les réseaux de gaz et à la validation des investissements de renforcement des réseaux de distribution de gaz

Date de la contribution : 07/09/2020

Le syndicat des énergies de Maine-et-Loire, autorité organisatrice du service public de la distribution de gaz sur la majeure partie du département de Maine-et-Loire, souscrit pleinement aux revendications de la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies (FNCCR – Territoire d'énergie).

Il est notamment indispensable que les AODgaz soient davantage consultées sur le tracé des réseaux gaz liés au développement de la production de biogaz (des ouvrages mutualisés jusqu'au raccordement du producteur), puisqu'ils auront une incidence forte sur les dessertes en gaz à venir des territoires. Il serait légitime que les territoires puissent disposer des outils leur permettant de mieux orienter leur approvisionnement énergétique.

A titre d'exemple, les données transmises actuellement dans le cadre des consultations sur les zonages ne sont pas suffisantes pour permettre aux AODgaz d'identifier les impacts sur le territoire : pas d'information sur le tracé des raccordement, pas de détail des investissements,... En Maine-et-Loire, le travail partenarial mené entre le Siéml et les GRD permet pour le moment de palier à cette lacune et d'assurer une gestion en bonne intelligence des dossiers. Mais cette coopération dépend du bon vouloir des gestionnaires de réseau.

Dans un souci d'optimisation des investissements, il est impératif que les autorités concédantes concernées soient associées dès l'élaboration du plan de zonage de raccordement, afin de tenir compte de la réalité des territoires en termes de potentiels de développement de projets de méthanisation et d'injection du gaz méthane dans un réseau public de distribution de gaz.

Il serait ainsi intéressant que les AODgaz puissent élaborer un avant-projet de tracé de réseau qui soit le fruit d'une véritable concertation en amont entre les différents acteurs concernés. Cette définition locale permettra aux AODgaz de faire émerger en bonne intelligence de nouvelles DSP sur les zones actuellement non desservies. Le Siéml fait observer que plus les exutoires locaux sont importants, moins les investissements coûteux tels que les rebours seront nécessaires. Le développement des DSP n'est donc pas incompatible avec la rationalisation des investissements liés à l'injection.

Afin de concilier droit à l'injection et attentes et acceptabilités locales, les AODgaz interviennent au profit : (i) des collectivités et de leurs groupements pour améliorer le niveau d'appropriation, faire émerger des projets, contribuer au mix énergétique et au développement d'une mobilité propre ; (ii) des porteurs de projets pour faire émerger les projet dans des conditions les plus favorables possibles tant en termes économiques que d'acceptabilité locale.

Le Siéml est un aujourd'hui un acteur identifié et un interlocuteur privilégié pour l'ensemble des parties prenantes (EPCI, Région, ADEME, GRDF, chambre d'agriculture, conseil départemental, porteurs de projets,...). Il est membre du collectif CAPMETHA 49, animé par le conseil départemental, qui vise à organiser les moyens et coordonner les interventions de l'ensemble des partenaires pour promouvoir et développer la méthanisation à l'échelle départementale.

Au-delà du contrôle régulier de la qualité de distribution locale de gaz, l'action du Siéml est de plusieurs natures : (i) Planification énergétique pour accompagner les territoires dans l'optimisation de leur mix énergétique de demain ; (ii) Accompagnement technique des porteurs de projets pour optimiser les solutions de raccordement aux côtés des gestionnaires de réseau ; (iii) Participation financière aux opérations sur les réseaux de gaz (maillages, renforcements et raccordements) dès lors que cela s'avère nécessaire et que le projet rentre dans une logique d'aménagement durable du territoire ; (iv) Réflexion en cours pour participer financièrement aux études d'injection réalisée par les GRD pour se faire identifier comme partenaire auprès des porteurs de projets et connaître le plus

en amont possible l'émergence des projets et anticiper les besoins ; (v) Actionnaire de la SEM départemental qui peut prendre une participation éventuelle au capital / CCA des SAS de projet au cas par cas, sur demande des porteurs de projet et si la commune et l'intercommunalité soutiennent cette démarche ; (vi) Mise en concurrence pour la délégation du service public de la distribution hors des zones de desserte exclusive.

Question 2 : Êtes-vous favorable au dispositif proposé par la CRE relatif à la participation de porteurs de projet et / ou de tiers dans le financement des programmes d'investissements ?

Favorable

Commentaire :

Le SiéML, comme la FNCCR, est globalement favorable aux dispositions envisagées par la CRE dans la mesure où elles visent à favoriser l'émergence de projets ne répondant pas initialement à l'obligation réglementaire du I/V décret.

Néanmoins, les étapes de validation proposées par la CRE ne doivent en aucun cas venir surcharger un dispositif réglementaire déjà complexe.

De manière à simplifier la procédure et garantir une certaine équité dans la répartition des coûts entre les porteurs de projets et les éventuels tiers, il semblerait intéressant que la CRE propose une clé de répartition type (par exemple fonction du débit et des caractéristiques des infrastructures mutualisées nécessaires).

Dans le prolongement de cette proposition, un mécanisme de droit de retour sur ces investissements donnerait l'opportunité aux primo-producteurs de biométhane d'une zone d'obtenir un remboursement de leur participation financière.

Question 3 : Êtes-vous favorable au dispositif proposé par la CRE relatif à la validation des investissements de renforcement des réseaux de distribution de gaz ?

Défavorable

Commentaire :

Le dispositif proposé par la CRE, avec une validation périodique des travaux des GRD à l'échelle nationale, risque de créer un goulet d'étranglement des dossiers et de complexifier davantage la démarche des porteurs de projets de méthanisation.

Les AODgaz sont les garantes des investissements sur leur territoire. Au même titre que pour les calculs de rentabilité pour le raccordement d'usagers, il est important que les AODgaz puissent valider aussi tous les types d'investissement en lien avec l'arrivée du biométhane dans les réseaux. Cela permettrait d'avoir une meilleure vision des investissements réalisés et de leur impact à terme sur les concessions.

Ainsi, plutôt que la CRE, il nous semblerait pertinent que ce soit les AODgaz qui soient régulièrement consultées (fréquence à définir entre l'AOD et les GRD en fonction de la dynamique locale) pour donner leur avis sur les investissements qui seront réalisés dans les 6 prochains mois par les gestionnaires de réseaux. Un lien renforcé pourrait opportunément être créé entre la CRE qui contrôle la politique nationale d'investissement des gestionnaires de réseaux et les AODgaz, propriétaires des réseaux, qui exercent un contrôle local de l'activité des GRD.

Le SiéML fait remarquer que si le rôle de la CRE est de veiller à ce que le consommateur ne supporte aucun surinvestissement sur les réseaux qui pèserait sur le tarif, elle ne peut sans ingérence contrôler l'opportunité des participations de tiers qui par définition, n'impactent pas l'ATRD.